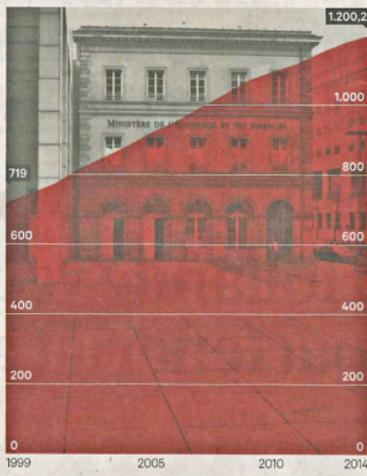


Budget 2014: l'iFRAP juge les économies de Bercy « virtuelles »

L'évolution des dépenses publiques

En milliards d'euros



BUDGET

Pour le think tank libéral, les 15 milliards d'euros d'efforts sur les dépenses ne seront pas au rendez-vous.

Selon lui, la baisse des dotations aux collectivités locales va être plus que compensée.

Frédéric Schaeffer
f.schaeffer@lesechos.fr

« Cap est mis sur les économies », ne cesse d'insister le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve, à l'occasion de l'examen du budget 2014 au Parlement. Pour réduire le déficit public, le gouvernement prévoit un effort de 15 milliards d'euros, dont 15 milliards sur les dépenses publiques. Des chiffres contestés, avec des arguments précis à l'appui, par la fondation iFRAP.

● LA DÉPENSE PUBLIQUE VA ENCORE AUGMENTER

Les 15 milliards d'économies annoncées sont « virtuels » puisqu'ils sont calculés par rapport à la croissance « tendancielle », c'est-à-dire spontanée, des dépenses. En valeur, la dépense publique « va encore augmenter et dépasser les 1200 milliards ». Pas de baisse donc,

mais un ralentissement de la hausse. Surtout, l'iFRAP accuse Bercy de surestimer la hausse « tendancielle » des dépenses de l'Etat (hors Sécurité sociale). Ces dernières n'augmenteraient pas spontanément de 7 milliards d'euros par an, mais entre 4,7 milliards et 5,3 milliards d'euros, juge le think tank. « Quant aux 6 milliards d'euros d'économies sur les dépenses de Sécurité sociale, un peu plus de la moitié ne sont pas détaillés et non encore négociés avec les organismes concernés », pointe Agnès Verdier-Mollié et Samuel-Frédéric Servière.

● LA MAÎTRISE DE LA MASSE SALARIALE SUSCITE DES DOUBTES

La maîtrise des effectifs de la fonction publique est un des objectifs martelés par l'exécutif. Pour financer les secteurs prioritaires (emploi, éducation, sécurité), d'autres ministères sont mis à la diète. Mais l'iFRAP estime que « les efforts sur les dépenses de personnels ne sont pas sincères » et s'inquiète de certains transferts, « notamment des personnels des universités au profit des opérateurs, alléguant d'autant la masse salariale de l'Etat ». Le personnel de l'Etat à la charge des opérateurs (Météo France, Ademe, CNC...) a ainsi augmenté de 18.164 postes en deux ans pour totaliser 391.770 personnes, calcule le think tank. Et ce sans compter les contractuels recrutés directement

par les opérateurs. En hausse de 3,92 % entre 2012 et 2014, les subventions pour charge de service public payées par l'Etat aux opérateurs « semblent donc se charger de plus en plus de dépenses de personnel au détriment de leurs composantes de fonctionnement ou d'investissement ». Alors que Bercy communique sur la baisse des effectifs des opérateurs (hors universités).

● LA BAISSE DES DOTATIONS AUX COLLECTIVITÉS EST PLUS QUE COMPENSÉE

La baisse de 1,5 milliard d'euros de la dotation de l'Etat aux collectivités territoriales « est plus qu'intégralement compensée », souligne l'iFRAP. La fondation note que, en parallèle, celles-ci vont voir leurs droits de mutation à titre onéreux augmenter de 930 millions à 1,2 milliard d'euros. Et à cela devront s'ajouter 830 millions d'euros de restitution de frais de perceptions de la taxe d'habitation pour les départements. La compensation serait donc com-

prise entre 1,7 et 2,03 milliards d'euros pour les collectivités. Et ce sans même parler de la compensation aux régions pour les primes d'apprentissage supprimées.

● LES INVESTISSEMENTS D'AVENIR AURONT UN IMPACT SUR LE DÉFICIT

Sur les 12 milliards d'euros de réajustement du programme d'avenir décidés l'été dernier par le gouvernement, 4,5 milliards sont des subventions, indique l'iFRAP. Dès lors, elles seront prises en compte dans le calcul du déficit au sens de Maastricht. « Pour l'instant, ces 4,5 milliards ne figurent pas dans le déficit budgétaire affiché par le gouvernement, on les découvre dans la comptabilité nationale. Si on les réintègre, on atteint déjà les 3,6 % de PIB rien qu'avec ce déficit budgétaire de l'Etat », calculent les auteurs. Et ce alors que l'exécutif vise un déficit public de 3,6 % en 2014, c'est-à-dire pour l'ensemble des administrations publiques. ■

Incertitudes aussi sur les recettes

À côté des « économies virtuelles », l'iFRAP souligne « la grande incertitude » qui pèse sur les recettes fiscales en 2014 et juge les prévisions du gouvernement en la matière « sans aucun doute optimistes ».

Des inquiétudes nourries par les rentrées fiscales effectivement observées cette année. Dans la loi de Finances rectificative pour 2013, le gouvernement chiffre les moins-values fiscales nettes de l'Etat à 10,8 milliards d'euros. En y ajoutant les cotisations sociales, la fondation iFRAP les chiffre à 15,8 milliards. « Si 2014 est une aussi mauvaise année en recettes, le risque est grand de creuser le déficit », craint le think tank.

« LES ECHOS » / DE / SOURCE : iFRAP / PHOTO : « LES ECHOS »